Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe

L'essor économique de la Guadeloupe sous l'administration britannique 1759 - 1763

Christian Schnakenbourg

Numéro 15-16, 1971

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1044152ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1044152ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société d'Histoire de la Guadeloupe

ISSN

0583-8266 (imprimé)

2276-1993 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Schnakenbourg, C. (1971). L'essor économique de la Guadeloupe sous l'administration britannique 1759 - 1763. *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, (15-16), 3-40. <https://doi.org/10.7202/1044152ar>

Tous droits réservés © Société d'Histoire de la Guadeloupe, 1971

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

L'essor économique de la Guadeloupe sous l'administration britannique 1759 - 1763

par
Christian SCHNAKENBOURG

Le siège de la Guadeloupe par les troupes britanniques débuta le 22 janvier 1759. Trois mois plus tard, le 1^{er} mai, la conquête de l'île était achevée et l'accord de capitulation signé ; laissé à lui-même, sans ordres ni renforts, abandonné par le gouverneur-général de Beauharnais qui ne songeait qu'à protéger la Martinique, soumis aux pressions des colons qui voulaient préserver leurs habitations de la destruction, le gouverneur Nadau du Treil n'avait eu d'autre possibilité que de mettre bas les armes (1).

L'île avait beaucoup souffert des opérations militaires ; la ville de Basse-Terre et six autres bourgs avaient été brûlés ; 84 sucreries, sans compter de nombreuses autres habitations

NOTA. — Abréviations : AD = Archives Départementales ; AN, Col. = Archives Nationales, fonds des Colonies ; BM = **British Museum**, Londres (Add. mss = **Additional manuscripts**) ; Cambr. Hist. B.E. = **Cambridge History of the British Empire**, t. I, Cambridge, 1960, 931 p. ; CSP, Col. = **Calendars of the State Papers**, colonial series, Londres, 1860-1963, 38 vol. ; JTP = **Journal of the Commissioners for Trade and Plantations**, Londres, 1920-1938, 14 vol. ; PRO = **Public Record Office**, Londres ; SOM = Section Outre-Mer des Archives Nationales (DFC = Dépôt des Fortifications des Colonies).

Convention géographique : par « Guadeloupe », nous désignerons la **Guadeloupe proprement dite**, incorrectement appelée aujourd'hui « Basse-Terre » ; quant au terme d'**Archipel**, il désignera l'ensemble des trois îles « Guadeloupe » + Grande-Terre + Marie Galante.

1. Pour l'histoire événementielle du siège et le détail des opérations militaires, voir A. Lacour, **Histoire de la Guadeloupe**, Basse-Terre, 1855, I, 259-279.

— caféières et cotonnières —, avaient été détruites ; 4.000 esclaves et 2.000 « bêtes à cornes » avaient été tués, de nombreux autres esclaves étaient en fuite dans les bois ou capturés par les Anglais qui les avaient expédiés dans leurs îles (2). En outre, la plus grosse partie de la récolte de l'année précédente, qui était restée bloquée dans l'île à cause du blocus, avait brûlé lors du bombardement de Basse-Terre par la flotte anglaise (3). La Guadeloupe semblait donc au bord de la ruine.

Et pourtant, la période anglaise fut, de très loin, l'époque du plus grand essor de l'économie guadeloupéenne. A la fin de l'Ancien Régime, les colons de l'île s'en souvenaient encore avec émotion : « Pendant les quatre années qu'ils (les Anglais) l'ont possédée, écrit un auteur créole en 1775, la Guadeloupe s'est non seulement rétablie des pertes qu'elle avoit essuyée durant le siège, mais encore les longs crédits accordés par le commerce et l'introduction de près de 30 000 Nègres l'ont faite sortir de l'état de langueur où elle est restée tant qu'elle a été dans la dépendance et sous l'oppression du commerce de la Martinique » (4). Sans doute y a-t-il ici quelque exagération de style, mais la comparaison entre les statistiques des années précédant et suivant immédiatement la période anglaise confirme bien, en gros, les dires du mémoire ; dans tous les domaines, c'est un « boom » fantastique (5), et il n'est pas exagéré de dire que la période des quatre années d'administration britannique, pendant la guerre de Sept Ans, marque un tournant décisif dans l'histoire économique de la Guadeloupe.

Or, l'on cherche vainement, dans l'historiographie antillaise

2. SOM, DFC, Guadeloupe, I n° 130, Mémoire du procureur-général Coquille, 1763, p. 1-2 et 50 ; PRO, CO 110/1, fol. 109, général Barrington, 5 mars 1759 : « Ail the sugar works and plantations between us and the French camp, together with those on this side of the island (région de Basse-Terre), have been burnt and the Negroes drove away » (afin de se protéger d'une éventuelle contre-attaque française) ; AD Loire-Atl., C 723, n° 81, anonyme, 30 mai 1759 : « Nous sommes dans une situation assez triste ; les sept-huitièmes de l'isle sont brûlés ou dévastés. Il n'y a que les seuls quartiers du Port-Louis, le Môle, le Grand Cul-de-Sac et la rivière Gouïave qui n'ont point souffert des horreurs de la guerre. Il y a environ quatre à 5.000 Nègres d'enlevés » ; AD Guadeloupe, MN2-143, minutes du notaire Dizangremel, inventaires faits en juin et juillet 1759 de plusieurs habitations ayant été détruites ou gravement endommagées pendant le siège (n° 8, 10, 12 16 et 17).

3. PRO, CO 110/1, fol. 61, général Hopson, 23 janvier 1759 : Basse-Terre « burned with great violence, being full of sugars and rum ».

4. AD Guadeloupe, Fonds du musée Fleur d'Épée, Mémoire sur la deffense de l'isle Guadeloupe, anonyme, 1775, p. 5.

5. cf. *Infra*, 3° partie.

en langue française (6), des développements substantiels sur cet essor ; ici, la discrétion est de règle. La discrétion semble d'ailleurs avoir toujours été la règle sur cette question ; les archives françaises sont remarquablement muettes. Il semble que, normalement, la première préoccupation de Choiseul, au lendemain du traité de Paris, aurait été de se faire envoyer par les nouveaux administrateurs français de la Guadeloupe un mémoire lui permettant de se faire une idée des progrès réalisés pendant la période anglaise ; or, un tel mémoire n'existe pas ; il n'y a, d'ailleurs, dans les archives françaises, aucun document qui traite de la période anglaise en tant que telle (7) ; on ne trouve guère que quelques rares et très vagues allusions, éparpillées à travers des centaines de documents et qui, même réunies, ne contribuent guère à éclaircir le problème. Il est douteux que ce silence des archives soit le fruit du seul hasard ; tout se passe au contraire comme s'il avait été voulu ; une fois l'île rendue à la France, les autorités de Versailles s'empressèrent d'oublier ce qui s'y était passé entre 1759 et 1763. Il eut d'ailleurs été moralement gênant et politiquement dangereux de reconnaître que la France retrouvait la Guadeloupe deux ou trois fois plus riche qu'elle l'avait laissée ; c'eût été encourager l'autonomisme larvé des colons et admettre publiquement l'impuissance du commerce de France. Silence donc, qui explique pourquoi, les auteurs ayant étudié l'histoire de cette période à partir des seules archives françaises ont été si discrets ; toutes mesures avaient depuis longtemps été prises pour les contraindre à la discrétion (8).

Il y avait donc, en définitive, une sérieuse lacune à com-

6. En langue anglaise, au contraire, des développements fondamentaux se trouvent dans R. Pares, *War and trade in the West Indies (1739-1763)*, Oxford, 1936, p. 186-195, 216-223 et 481-488.

7. Même le volumineux « Mémoire abrégé ou réflexions sur l'état actuel de la Guadeloupe... » rédigé en 1763 par le procureur-général Coquille (SOM, DFC, Guadeloupe, I n° 130), ne fait pas le bilan des quatre années d'administration britannique, mais constitue plutôt un catalogue des problèmes à résoudre dans un proche avenir. Les Anglais n'y sont pas cités une seule fois, ce qui constitue véritablement un exploit, si l'on songe à tout ce que les colons de la Guadeloupe — et Coquille en était un — devaient aux Anglais.

8. Bien sûr, on peut toujours penser que tous les documents relatifs à la période anglaise ont disparu par accident ; mais c'est peu probable. Il suffit de penser à la façon dont le souvenir de la grande révolte de 1768-69 des colons de Saint-Domingue fut « étouffé » par les autorités métropolitaines ; ici aussi, tous les documents ont disparu ; cf. Ch. Frostin, *Les colons de Saint-Domingue et la métropole*, Revue Historique, t. CCXXXVII, 1967, p. 410.

bler, lacune d'autant plus grave que la période 1759-1763 conditionne et explique en grande partie toute l'histoire de la Guadeloupe jusqu'à la Révolution. Les archives françaises étant muettes, nous nous sommes tournés vers les dépôts londoniens (9) ; disons tout de suite qu'ils sont un peu décevants : deux registres seulement intéressent notre période, dans la sous-série CO 110 du *Public Record Office* (10), et encore sont-ils manifestement très incomplets : en particulier, la majeure partie de la correspondance échangée entre William Pitt et les gouverneurs Crump et Dalrymple a disparu ; aux ressources du P.R.O. viennent s'ajouter quelques documents épars dans les manuscrits du *British Museum*, en particulier dans les *Liverpool papers*. L'ensemble est donc relativement maigre et représente beaucoup moins que ce que l'on espérerait trouver en débarquant à Londres ; mais comparé au désert que sont, à cet égard, les dépôts parisiens, c'est énorme, et il devient alors possible de reconstituer, au moins dans leurs grandes lignes, l'évolution et les transformations de l'économie de la Guadeloupe au cours de ces quatre années d'administration britannique.

1. — LES CAUSES D'UN ESSOR

Si les progrès de l'économie guadeloupéenne pendant la période anglaise ont été si brillants et si rapides, c'est d'abord et surtout parce que toutes les parties prenantes — colons et négociants britanniques — y trouvaient leur compte ; pour tous, la conquête de la Guadeloupe se révélait être une excellente affaire.

Au moment où la Guadeloupe devient anglaise, les positions sucrières britanniques en Amérique ne sont pas très bonnes. La Barbade qui, pendant tout le XVII^e siècle, avait été la plus riche de toutes les isles, est en déclin (11) ; à l'except-

9. Nous voudrions ici exprimer toute notre amicale reconnaissance à Mr et Mrs E. Ralphs pour leur aimable hospitalité lors de notre séjour à Londres.

10. La sous-série CO 110 (*Colonial Office*, Guadeloupe) représente 25 registres ou liasses.

11. CSP, Col., XLIII n° 386, John Ashley, ancien membre de l'*Assembly of Barbados*, 6 juillet 1737, décrit l'état misérable dans lequel se trouvent les planteurs de l'île. PRO, CO 110/2, le gouverneur Dalrymple, dans son mémoire du 16 février 1762, p. 11, présente le sol de la Barbade comme complètement épuisé (« worn out and exhausted »). *Cambr. Hist. B. E.*, I, 379 : de 1736 à 1784, les exportations de sucre et de rhum de la Barbade ont diminué de moitié. Les exportations de sucre de cette île vers l'Angleterre sont passées de 250.000 cwt (1 cwt = 112 lb) en 1730 (CSP, Col., XXX n° 76) à 165.000 en 1764

tion de Saint-Kitts, les *Leeward Islands* sont trop défavorisées par la nature pour que leur exploitation puisse être poussée très loin ; seule la Jamaïque, avec 450 sucreries en 1751 (12), réalisait tous les espoirs que l'Angleterre mettait en elle, mais elle ne pouvait rivaliser avec les îles françaises, mieux cultivées, où les coûts de production étaient moins élevés (13), et qui, enfin, produisaient du sucre terré directement consommable en Europe, alors que le sucre brut des *British West Indies* devait d'abord être raffiné en Angleterre avant de pouvoir être vendu (14). En fait grâce essentiellement à Saint-Domingue (15), le marché sucrier européen était largement dominé par la France (16).

Les Anglais réalisèrent donc très rapidement que les hasards de la guerre leur avaient valu une bonne acquisition ; une semaine seulement après la capitulation, le général Barrington écrivait à William Pitt : « Je crois, Monseigneur, que l'importance et l'immense valeur de la Guadeloupe et de la Grande-Terre ne sont pas exactement connues en Angleterre, car... on produit plus de sucre ici que dans toutes les *Leeward Islands* réunies, ainsi que de grandes quantités de coton et de café » (17). Et l'on voit déjà s'ébaucher dans l'esprit du général le plan économique qui sera appliqué pendant toute la

(L. J. Ragatz, *Statistics for the study of British Caribbean economic history*, Londres, 1927, tableau XV). Voir également la description de la décadence de la Barbarie dans G. Th. Raynal, *Histoire philosophique et politique... des deux Indes*, Genève, 1780, VII, 378-381.

12. L. J. Ragatz, *Statistics*, tableau I.

13. Cambr. Hist. B.E., I, 580 et 583 ; CSP, col., XXXVIII n° 386, représentations de l'*Assembly of Barbados* au *Council for Trade and Plantations*, 27 août 1731.

14. cf. Adam Smith, *La richesse des nations*, éd. et trad. fse marquis Garnier, Paris, 1822, III, 329-330 : à l'entrée en Angleterre, le sucre brut paie 6 s 4 d par cwt, le sucre blanc terré, 1 £ 1 s 1 d et le sucre raffiné 4 £ 2 s 5 d ; « ces droits équivalaient donc à une prohibition de terrer ou raffiner le sucre... Aussi, les fabriques pour terrer ou raffiner le sucre, qui ont été très florissantes dans toutes les colonies françaises, n'ont guère été en activité dans celles de l'Angleterre ».

15. 599 sucreries en 1754 (SOM, Recensements de Saint-Domingue, n° 28). La Martinique possédait 350 sucreries en 1755 (SOM, G1-470 bis, n° 36), l'Archipel guadeloupéen 290 en 1758 (cf. *Infra*, 3° partie), et la Grenade 87 en 1755 (SOM, G1-498, n° 55).

16. En 1740, 80.000 barriques de sucre se vendaient dans les différents ports d'Europe autres que ceux de France et d'Angleterre ; sur ce total, 70.000 étaient de provenance française ; J. Saintoyant, *La colonisation française sous l'Ancien Régime*, Paris, 1929, I, 287. Voir également Cambr. Hist. B.E. I, 580.

17. PRO, CO 110/1, fol. 140, 9 mai 1759 : « I believe, Sir, the infinite consequence and value of Guadeloupe and Grandeterre is not perfectly

période anglaise : aider les habitants à se rétablir de leurs pertes, afin que la Guadeloupe devienne la première île sucrière des Petites Antilles britanniques, ce qui aura deux conséquences heureuses pour l'Angleterre : l'augmentation des revenus de la couronne et l'acroissement du commerce et de la navigation (18). Appelé sur d'autres théâtres d'opérations, le général Barrington n'eut pas le temps de mettre son plan à exécution, mais son successeur, le colonel Crump, le reprit à son compte : quand les sucreries auront été réparées et convenablement pourvues en esclaves, écrit-il en substance, la Guadeloupe pourra exporter vers l'Angleterre environ 80.000 barriques de sucre par an, ce qui est autant que la Barbade et les *Leeward Islands* réunies (19). Deux ans plus tard, alors que l'île s'est complètement relevée de ses ruines et qu'on a bon espoir qu'elle reste définitivement anglaise, le gouverneur Dalrymple écrit à Londres : « Ce pays est susceptible d'encore beaucoup de progrès, à la fois dans ses cultures et dans son produit, car... beaucoup de petites habitations caféières et vivrières pourraient être plantées en canne, ce que l'argent et l'activité anglais réaliseront bientôt » (20). On ne saurait être plus explicite : ce dont il s'agit, c'est de transformer la Guadeloupe en une terre de monoculture parfaite, par l'élimination des autres cultures d'exportation, comme le café, et des vivres, et d'en faire la base d'une reconquête du marché sucrier européen par l'Angleterre.

Très vite, le commerce britannique intervint pour faire passer les espoirs des administrateurs dans la réalité ; dès juillet 1759, des négociants anglais venaient s'installer en Guadeloupe (21). C'est que l'île offrait aux *businessmen* de Londres

known in England, as... there is more sugar grown here than in all the Leeward Islands put together, besides great quantities of cotton and coffee ».

18. Ibid, fol. 142, même lettre : « The poor people are in a miserable condition, but I shall do everything in my power to procure them the things they want for rebuilding their towns and sugar houses, as His Majesty's revenue will be greatly increased thereby, as well as an infinity of shipping employed in carrying the produce of the country to England ».

19. Ibid, fol. 200, 4 octobre 1759. L'estimation de 80.000 barriques de sucre par an semble nettement excessive ici.

20. PRO, CO 110/2, lettre du 14 septembre 1761 : « The country is still capable of great improvement, both in culture and produce, for... many small plantations of coffee and provisions may be planted with canes, which English money and industry will soon accomplish ».

21. PRO, O 110/1, fol. 195, Colonel Crump, 21 juillet 1759. En juin 1759, il y avait déjà 20 vaisseaux dans l'île ; R. Pares, *War and trade*, p. 189, note 1.

ou de Liverpool d'extraordinaires possibilités de gains : les sucres étaient 10 % moins cher qu'à la Jamaïque (22), et surtout les colons avaient besoin de tout : vivres, objets manufacturés, bois pour reconstruire leurs habitations, et enfin esclaves. Persuadés que la Guadeloupe allait rester anglaise, les négociants britanniques y mirent immédiatement en œuvre une politique commerciale dynamique, destinée à lui faire rendre de gros profits ; les navires anglais affluèrent dans l'île, apportant aux colons tout ce dont ils avaient besoin ; les *shipping returns* de la Guadeloupe pour cette période ne nous étant parvenus, il est impossible de savoir exactement combien de vaisseaux le commerce britannique expédia dans l'île, mais un mémoire français postérieur nous apprend que chaque année « plus de cent navires marchands » vinrent traiter dans la rade de Pointe-à-Pitre pendant la période anglaise (23) ; et il faudrait, en outre, tenir compte de tous ceux qui allèrent faire leur commerce dans les autres rades de l'île, en particulier à Basse-Terre ; disons donc, au moins 150 navires par an pour tout l'Archipel. D'ailleurs, les négociants britanniques touchèrent rapidement les intérêts de leur politique : d'après le gouverneur Dalrymple les profits du commerce entre l'Angleterre et la Guadeloupe atteignaient déjà, en février 1762, un million de livres sterling, sans compter ceux réalisés sur le commerce entre la Guadeloupe et l'Amérique du Nord (24) ; un million pour deux ans et demi environ, soit approximativement 400.000 livres sterling par an ; c'est énorme si l'on pense qu'en 1773 les profits du commerce britannique sur la Jamaïque s'élèveront à 1.250.000 livres sterling (25). L'affaire était donc fructueuse.

De leur côté, les colons n'avaient pas de raisons immédiates de se plaindre. Les clauses de l'accord de capitulation leur étaient extrêmement favorables (26) : en attendant que le sort de l'île soit définitivement fixé par un traité de paix, ils pouvaient garder leurs lois et leurs coutumes (article V), ils n'étaient assujettis à aucun nouvel impôt autre que ceux

22. PRO, CO 110/2, gouverneur Dalrymple, mémoire du 16 février 1762, p. 9.

23. SOM, DFC, Guadeloupe, I n° 259, Mémoire historique sur l'établissement de la ville de la Pointe-à-Pitre, chevalier d'Auzons, vers 1770.

24. PRO, CO 110/2, Mémoire du 16 février 1762, p. 8.

25. D'après Edward Long, apud R. B. Sheridan, *The wealth of Jamaica in the eighteenth century*, *Economic History Review*, second series, vol. XVIII, 1965, p. 305.

26. AN, Col. F 3-19, fol. 71-75.

qu'ils payaient antérieurement au roi de France (art. VI), ils gardaient la propriété de tous leurs biens (art. XI) et ils étaient assurés du débouché de leur production en Angleterre (art. XVI) ; la seule obligation qui était mise à leur charge était le respect de l'Acte de Navigation (art. XXI), ce qui paraît bien léger quand on connaît l'efficiencia de la marine marchande britannique au XVIII^e siècle.

Mais c'est surtout sur le plan commercial que leur nouvelle situation se révéla avantageuse. Jamais les colons n'avaient vu autant de navires en même temps dans leur île ; jusqu'en 1758, en effet, seul un très petit nombre de vaisseaux assuraient une liaison directe avec l'Europe (27), et pour expédier leurs sucres et leurs cafés vers la France, les habitants de la Guadeloupe étaient obligés de les expédier par canots à Saint-Pierre de la Martinique, où se concentrait la quasi-totalité du commerce métropolitain aux Isles du Vent (28) ; là, leurs denrées étaient prises en charge par des commissionnaires, intermédiaires obligatoires dans les transactions entre le commerce de France et les habitants des Isles, qui prélevaient sur le prix de vente une commission de 5 % ; cette obligation de passer par la Martinique pesait lourdement sur les coûts et rendait les sucres et cafés guadeloupéens non compétitifs par rapport à ceux de la Martinique ; aussi les habitants de la Guadeloupe préféraient-ils en fin de compte expédier leurs productions en interlope à Saint-Eustache ; naturellement, toutes les marchandises d'Europe qui leur arrivaient par la voie de Saint-Pierre étaient « surhaussées » de 20 à 30 % par rapport au prix martiniquais (29). Et voici que, brusquement, la Guadeloupe était « envahie » par des dizaines de navires qui apportaient aux colons tout ce qui leur était nécessaire pour reconstruire leurs habitations et relancer leur produc-

27. Voici les résultats de la navigation entre la Guadeloupe et la France pour la décennie précédant la conquête anglaise. En 1749, 14 navires arrivés et 16 partis ; en 1750, 9 et 20 ; en 1751, 7 et 18 ; en 1752, 5 et 11 ; en 1755, 11 et 16. Source : Etats de commerce conservés dans AN, Col. C7A16 et 17.

28. Ainsi l'exemple de l'année 1730. Arrivées aux Isles : 166 en Martinique ; 19 en Guadeloupe ; 2 à la Grenade ; départs des Isles : 167 de la Martinique ; 28 de la Guadeloupe ; 2 de la Grenade. AN, Col. C8 A 42, fol. 344.

29. Sur tout ce qui précède, voir AN, Col. C7 A9, gouverneur de Moyencourt, 12 juillet 1722 ; AN, Col. C7 A 11, commissaire-ordonnateur de la Chapelle, art. 6 de son mémoire du 28 novembre 1730 ; AN, Col. C7 A 15, chevalier de Clieu, 15 mai 1743 ; AN, Col. C7 A 17, fol. 59-60,

tions, et en particulier des esclaves — plus de 18.000 (30) — qui leur furent livrés à crédit par les négriers de Bristol et de Liverpool. D'après Raynal, les Anglais « multiplièrent tellement leurs expéditions que la concurrence, excédant de beaucoup la consommation, fit tomber à vil prix toutes les marchandises d'Europe. Le colon en eut presque pour rien, et par suite de cette surabondance, obtint de longs délais pour le paiement » (31) ; un état des exportations de farine de blé d'Angleterre en Guadeloupe confirme les dires de Raynal : 230 « quarters » de juin à Noël 1759, 2.066 en 1760, 4.278 en 1761, 2.758 en 1762, et 250 seulement de Noël 1762 à juillet 1763 (32) soit 668, 5.948, 12.407, 7.998 et 725 hectolitres ; comparons ces chiffres avec ceux des importations directes de farine de France avant la guerre : 2.735 barils en 1749, 1.454 en 1750, 1.196 en 1751, 1.334 en 1752, 2.386 en 1755 (33), soit approximativement le même nombre d'hectolitres ; certes, une importante partie de la consommation était couverte par ce qui arrivait par cabotage de la Martinique, et plus encore, en interlope de Saint-Eustache, mais la comparaison entre les deux séries est tout de même éloquente (34).

Au commerce avec l'Angleterre s'ajoutait celui des sirops vers l'Amérique du Nord, non moins intéressant pour les colons. Les habitants des colonies anglaises du continent avaient installé des distilleries où ils transformaient les sirops provenant de la purge du sucre en mauvais alcool qu'ils utilisaient ensuite pour la traite négrière en Afrique (35) ; depuis longtemps déjà, c'est à eux que les habitants de la Guadeloupe vendaient en interlope les sirops que le commerce de France

chevalier de Mirabeau, 7 juin 1754 ; *ibid.*, fol. 63, le même, 30 juillet 1754 ; SOM, DFC, Guadeloupe, I n° 130, procureur-général Coquille, 1763, p. 6-7. Le problème devint particulièrement grave au cours de 15 années précédant la période anglaise ; la Guadeloupe avait été ravagée par plusieurs cyclones (1738, 1740, 1751, 1754) et l'écran que formaient ces commissionnaires de Saint-Pierre l'empêcha de recevoir de France tous les secours qu'elle était en droit d'en attendre.

30. cf. *Infra* sur ce point.

31. G. Th. Raynal, *Histoire des deux Indes*, VII, 135.

32. BM, Add. mss 38387, fol. 31-52, An account of the quantity of corn exported from England, 1743-1763.

33. Source : *Etats de commerce conservés de AN*, Col. C7A16 et 17.

34. Et encore, la farine de froment était une denrée de luxe, réservée aux seuls Blancs ; aux esclaves, on donnait de la farine de manioc. Les résultats des importations de bœuf ou de morue auraient été encore plus probants, car ces denrées intéressaient toute la population.

35. H. U. Faulker, *Histoire économique des Etats-Unis*, Paris, 1958, I, 77-79.

ne voulait pas leur acheter (36). Après la conquête, les Nord-Américains affluèrent en Guadeloupe, qui constitua ainsi pendant 4 ans la principale source d'approvisionnements de la Nouvelle-Angleterre en sirops (37). Les colons avaient enfin ce qu'ils n'avaient cessé de réclamer depuis un siècle : un débouché légal pour leurs sous-produits sucriers.

Tout cela nous explique, en définitive, pourquoi, dès le début, les colons de la Guadeloupe n'eurent aucune envie de se rebeller contre leur nouvelle administration, se montrant même, à l'occasion, tout disposés à collaborer avec elle (38). A ceci, il faut ajouter que la politique britannique fut extrêmement habile ; c'est ainsi que l'institution d'une assemblée de commissaires de quartiers, élue par les habitants, permit aux colons de réaliser leur vieux rêve : l'autonomie administrative pour les affaires intérieures de l'île (39) ; de même, la nomination d'un député de la colonie à Londres, le sieur Robert Deshayes, leur donna l'impression qu'ils auraient désormais voix au chapitre dans l'élaboration de la politique commerciale les concernant (40). Même à l'occasion de faits en apparence mineurs, les autorités britanniques firent preuve d'un extraordinaire « flair » politique : les sieurs Champigny et Pinel, habitants de la Guadeloupe, s'étaient réfugiés à la Martinique après capitulation et s'y étaient battus contre les troupes anglaises lors du siège de cette île, au printemps 1762 ; ceci était en contradiction avec l'article IV de l'accord de capitulation qui faisait obligation aux habitants d'observer une

36. AN, Col. C8A4, fol. 59, gouverneur Blénac et intendant Dumaitz, 30 septembre 1685 ; AN, Col. C7A17, fol. 58, Chevalier de Mirabeau, 7 juin 1754.

37. Dans le Massachusett, sur 7.614 barriques de sirop importées des Antilles en 1760, 3604 provenaient de la Guadeloupe ; en 1761, 3361 sur 9918. A Salem, en 1762, 1610 sur 3631. R. Pares, *War and trade*, p. 487-488.

38. PRO, CO 110/1, fol. 194, Colonel Crump, 21 juillet 1759 : il vient de rencontrer les principaux habitants de l'île, et les a trouvés « très raisonnables et disposés à concourir de leur mieux à la préservation de la tranquillité de ces îles, étaient parfaitement convaincus des avantages que leur procurera l'administration anglaise ». Ibid, fol. 199, le même, 4 octobre 1759 : « Nous n'avons rien à craindre des habitants qui sont beaucoup trop conscients des avantages qu'ils tirent du commerce britannique ».

39. A. Lacour, *Histoire de la Guadeloupe*, I, 282.

40. AN, Col. F3-227, p. 297-298, Arrêt du Conseil Supérieur de la Guadeloupe homologant une délibération de l'Assemblée des commissaires de paroisses, portant nomination d'un agent de la colonie auprès du *Board of Trade*, 16 juillet 1759.

stricte neutralité militaire dans la suite du conflit ; le gouverneur Dalrymple avait donc fait mettre leurs habitations sous séquestre ; le comte d'Egremont lui avait alors écrit pour lui ordonner de les lever, passant ainsi l'éponge sur une faute à ses yeux moins importante que la nécessité de gagner la confiance des colons (41). Toutes ces mesures avaient finalement porté leurs fruits ; en 1762, le gouverneur Dalrymple pouvait écrire au ministre : « J'ai discuté avec plusieurs des habitants les plus raisonnables..., et quoique la réserve sur laquelle ils doivent nécessairement demeurer les ait empêchés d'ouvrir pleinement leurs cœurs, néanmoins ils ne peuvent pas toujours dissimuler la préférence qu'ils accordent à notre administration, dont la douceur et la générosité les impressionne désormais » (42) ; et il ajoute que si la Guadeloupe reste anglaise, la majeure partie de ses habitants d'origine française y resteront et deviendront de loyaux sujets britanniques. Aussi, quand Jules Ballet parle de « joug détesté qu'ils n'ont jamais subi qu'avec horreur » (43), nous devons nous montrer très sceptiques. Un fait est d'ailleurs symptomatique : au cours de l'été 1762, des corsaires espagnols, donc théoriquement alliés des habitants français, vinrent faire quelques raids sur les côtes de la Guadeloupe ; aussitôt, le gouverneur Dalrymple n'hésita pas à faire distribuer des armes aux habitants, car la garnison britannique était trop faible (44). Nous sommes donc très loin du « joug détesté et subi avec horreur », et en définitive, il semble bien que les colons se soient parfaitement accomodés de leur nouvelle situation. Ne leur jetons cependant pas la pierre ; les juristes n'avaient pas encore dégagé le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la métropole et son roi étaient loins, les îles changeaient souvent de maîtres, et les colons étaient

41. PRO, CO 110/2, lettre du 7 août 1762. Autre exemple d'habileté politique : en octobre 1763, Georges III fut proclamé roi d'Angleterre en Guadeloupe ; à cette occasion, le gouverneur Darymple invita les principaux habitants à s'associer aux réjouissances, et ceux-ci acceptèrent effectivement ; JTP, XI, p. 131.

42. PRO, CO 110/2, Mémoire du 16 février 1762, p. 11 : « I have conversed with several of the most sensible of them (**les habitants**)..., tho' the management necessary for them to observe has prevented the opening of their minds fully, yet they could not always cancel the preference the gave to our government the mildness and generosity of which... they are now sensible of ».

43. J. Ballet, *La Guadeloupe, Renseignements sur l'histoire...*, Basse-Terre, 1895, II, 378.

44. PRO, CO 110/2, gouverneur Dalrymple, 21 octobre 1762.

davantage mûs par leur intérêt propre que par un quelconque sentiment national européen, alors qu'ils ne connaissaient même pas l'Europe (45). Ce qu'ils désiraient, c'était avant tout la possibilité de s'enrichir, et c'est justement cela que leur apportaient les Anglais ; chez eux, les réactions de classe prièrent toute autre considération.

Tel est donc l'arrière-plan politique sur lequel se déroule la période anglaise ; parler d'occupation dans ces conditions serait donc, on le voit, très éloigné de la réalité. Ce n'est pas par hasard ou par accident que l'économie guadeloupéenne fit de tels progrès pendant la période anglaise ; sur le fond, négociants britanniques et colons français étaient parfaitement d'accord.

La conjoncture particulière née de la guerre poussa également dans le sens de l'essor. Les rafles massives de navires français effectuées dès 1755 par l'amiral Hawkes, l'échec de la tentative d'utilisation des navires neutres, en 1756-58, et surtout la maîtrise totale de la *Royal Navy* sur l'Atlantique, eurent pour résultat d'interrompre presque totalement les relations entre les Iles et la France (46). L'Angleterre se retrouvait donc maîtresse du marché européen du sucre ; d'où un « boom » de la production des *British West Indies* (47). Traitée dès le début comme un territoire britannique et non en pays conquis, la Guadeloupe eut, elle aussi, largement sa part à cet accroissement de la demande. Toutes les conditions étaient donc réunies pour que l'économie guadeloupéenne connaisse un essor prodigieux.

II. — L'EVOLUTION CONJONCTURELLE

L'évolution de l'économie guadeloupéenne pendant la période anglaise se déroule suivant trois phases.

De la conquête à la fin de 1760, c'est la phase de relèvement et de reconstruction. Commentant les résultats du com-

45. Sur tout ceci, voir les très intéressants développements de Ch. Frostin, dans *Revue Historique*, t. CCXXXIX, 1968, p. 437-438. Ainsi que le rapport du gouverneur-général de Caylus, dans AN, Col. C8A58, fol. 289.

46. F. Crouzet, dans *Histoire de Bordeaux*, Bordeaux, 1968, V, 290-294 ; G. Rambert, *Histoire du commerce de Marseille*, Paris, 1959, VI, 321-323 et 327.

47. A la Jamaïque, la production annuelle moyenne passe de 416.900 cwt en 1751-55, à 581.900 en 1756-60 et 580.300 en 1761-65 ; R. B. Sheridan, *Wealth*, p. 297, tableau I.

merce de l'île pour l'année 25 juin 1760 - 25 juin 1761, le gouverneur Dalrymple fait observer qu'ils partent d'une époque « où les cendres de beaucoup d'habitations incendiées étaient à peine froides, et beaucoup d'autres avaient essuyé de grosses pertes en esclaves et par l'absence de leurs propriétaires pendant un siège de trois mois » (48). Evidemment, plus d'un an après le siège, les cendres étaient éteintes depuis longtemps ; ce que veut donc bien faire remarquer le gouverneur, c'est qu'en juin 1760, l'île ne s'était pas encore totalement relevée de ses ruines. Mais le redressement était certainement en voie d'achèvement, car les registres des douanes laissent apparaître un « boom » fantastique des exportations guadeloupéennes vers l'Europe : en 1760, 168.133 cwt de sucre (49), soit environ 180.000 quintaux « mesure de Paris » (50), 2.846 gallons de rhum et 12.131 cwt de café (environ 13.000 quintaux) (51) ; or, en 1755, dernière année de navigation à peu près normale avant la guerre, la Guadeloupe n'avait exporté directement pour France que 40.000 quintaux de sucre et 2.900 quintaux de café (52), le reste de sa production partant en interlope pour Saint-Eustache.

Entre le début de 1761 et le milieu de 1762, c'est une période d'euphorie complète, et le gouverneur Daldymple s'extasie sur « l'étendue, la richesse et la fertilité » de l'Archipel, qui dépassent ses prévisions (53). A la fin de 1761, l'Archipel compte 339 sucreries, 128 en « Guadeloupe », 190 en Grande-Terre, 21 à Marie-Galante (54), soit pratiquement autant qu'au cours des meilleures années de l'avant-guerre (55), et ses exportations s'élèvent à 204.127 cwt de sucre (près de 215.500 quintaux), 5.735 gallons de rhum, 21.547 cwt de café

48. PRO, CO 110/2, mémoire du 16 février 1762, p. 6 « A time when the ashes of many burned plantations were scarcely extinguished, and many others had sustained great losses in slaves and the absence of their masters during a three month siege ».

49. Un « hundred weight » (cwt) = 112 lb.

50. Tous les quintaux dont il est question dans cet article sont des quintaux « mesure de Paris », soit 48,9 kg.

51. BM, Add. mss 38.334, fol. 207, **English imports from Guadeloupe**

52. Etat de commerce ; AN, Col. C7 A 17, fol. 161.

53. PRO, CO 112/2, lettre du 14 septembre 1761 : « I have made the tour of Guadeloupe and Grandeterre, the extent, riches (sic) and fertility of which surpassed my expectations ».

54. Ibid, le même, mémoire du 16 février 1762, p. 2-3. Chiffres du recensement de 1762, mais le recensement d'une année donnée était toujours dressé au cours des 3 derniers mois de l'année précédente.

55. 354 sucreries en 1752 ; SOM, GI-470 bis, n° 29.

(environ 22.500 quintaux) (56) ; il semble même qu'il ne soit pas venu assez de navires marchands pour enlever toute la production de l'île : le 22 juillet 1761, quand le dernier convoi avant la saison des cyclones eut quitté la Guadeloupe, il restait encore près de 15.000 barriques de sucre — soit 150.000 quintaux — sur les plages, faute de place dans les navires (57). En moins de 3 ans, la Guadeloupe était devenue la plus riche de toutes les Petites Antilles, dépassant largement la Barbade et Saint-Kitts (58), et même la Martinique, alors bloquée par la flotte anglaise. Il est vrai que le gouverneur Dalrymple ne négligeait aucun effort qui puisse favoriser cette expansion ; c'est ainsi que, plusieurs habitants ayant manqué de ponctualité dans leurs paiements ou ayant essayé de tromper les marchands sur la quantité des denrées qu'ils leur livraient, il rendit une ordonnance destinée à prévenir ce genre d'abus et à maintenir la bonne foi dans les relations commerciales (59) ; certains colons n'ayant pas compris l'avertissement, il les contraignit à payer immédiatement leurs dettes de cargaison (60), sauf pour eux à se pourvoir en appel (61) ; il semble que cette fois, l'exemple ait porté, car on ne trouve plus ensuite trace d'affaires semblables dans les archives qui nous sont parvenues. En 1762, tous les records sont battus :

56. BM, Add. mss 38.334, fol. 207.

57. PRO, CO 110/2, gouverneur Dalrymple, 29 octobre 1761.

58. Il suffit de comparer les exportations de sucre : 204.000 cwt par la Guadeloupe en 1761, 165.000 par la Barbade et 176.000 par Saint-Kitts en 1764, alors même que la Guadeloupe n'était plus là pour leur faire concurrence ; J. L. Ragatz, *Statistics*, tableau XV.

59. PRO, CO 110/1, fol. 259-260, 4 mai 1761 ; cette ordonnance comptait 4 articles principaux. Le premier rappelait les colons au respect des arrêts du Conseil d'Etat français, des 20 décembre 1729 et 1^{er} mars 1744, sur les marques à apposer sur les barriques de sucre, barils de café et balles de coton ; l'article 2 concernait les poids utilisés par les habitants : il leur était interdit d'utiliser des pierres et diverses mesures étaient prises pour empêcher l'utilisation de faux poids ; l'article 3 avait pour but de garantir aux marchands un recouvrement rapide de leurs créances à court terme sur les colons ; l'article 4 mettait au point une procédure arbitrale destinée à régler rapidement les petits litiges qui poussaient à s'élever entre marchands et colons. L'article 5, accessoire, ordonnait l'affichage bilingue de l'ordonnance et son enregistrement par le Conseil Supérieur.

60. C'est-à-dire des dettes à court terme, représentant le montant des marchandises d'Europe et des esclaves livrés par les marchands, en échange desquels les habitants devaient livrer immédiatement leurs sucres et leurs cafés. Par contre, les avances faites pour reconstruire les sucreries et relancer la production étaient à long terme.

61. PRO, CO 110/2, lettre du 16 novembre 1761 ; cette attitude lui valut deux remontrances du Conseil Supérieur, l'une en juin et l'autre

l'Archipel compte 420 sucreries (62), et le gouverneur Dalrymple prévoit que l'exportation de sucre se montera à près de 50.000 barriques, soit environ 500.000 quintaux, sans compter les autres denrées (63). Au printemps 1762, il n'y a plus aucun doute que l'île va rester anglaise ; dans son long mémoire du 16 février 1762, le gouverneur Dalrymple envisage tous les problèmes qui se poseront après le traité de paix : une partie des actuels propriétaires émigrera certainement et on pourra les remplacer par des colons venus de la Barbade et des Leeward Island ; mais la majeure partie d'entre eux resteront et il sera bon de donner pendant quelques temps une constitution particulière à la colonie afin que l'adaptation des « new subjects » du roi se fasse dans de bonnes conditions ; évidemment, les oppositions de langues, coutumes et religions sont grandes, mais avec de la prudence et du doigté, « ce problème peut être résolu avec sûreté, liberté, et à la satisfaction de tous » ; la seule difficulté réelle vient de la religion ; en outre, si l'île devient anglaise, il faudra soumettre ses exportations à la taxe de 4,5 % à laquelle sont soumises les exportations des autres colonies anglaises des Petites Antilles ; de ce fait, les impôts français, et notamment la capitation, disparaîtront (64). C'est donc un véritable plan d'anglicisation de la Guadeloupe que dresse le gouverneur, preuve que dans son esprit elle devait définitivement rester britannique (65).

A partir de l'automne 1762, c'est au contraire une atmosphère de panique qui règne parmi les négociants anglais de la Guadeloupe, car il commence alors à apparaître que, de

en novembre. Le gouverneur répondit que sa conduite était dictée par le souci du bien public, que ses prédécesseurs français auraient fait de même (ce qui était exact ; cf. AN, Col. C7 A9, lettre du gouverneur de Moyencourt du 2 avril 1724) et qu'il était obligé de faire régner la bonne entente dans la colonie. Les conseillers n'ont pas apprécié son attitude, « étant eux-mêmes pour la plupart très endettés », mais, ajoute malicieusement le gouverneur, « le bien public est leur mauvais prétexte ». (« Public spirit is their specious motive. »)

62. AN, Col. F 3-126, fol. 100, cité dans un mémoire du Conseil Supérieur de novembre 1769.

63. PRO, CO 110/2, lettre du 11 décembre 1762. Confirmation de cette estimation par l'intendant de la Rivière en 1764, sur le vu des états de commerce anglais (45 à 50.000 barriques) ; SOM, DFC, Guadeloupe, I, n° 131.

64. PRO, CO 110/2, mémoire du 16 février 1762, p. 9-11.

65. Une autre preuve du futur avenir anglais de la Guadeloupe dans l'esprit du gouverneur : le Fort-Louis, en Grande-Terre, avait été rebaptisé « Fort-George » (Ibid, id°, p. 13).

toute évidence et contre toute attente, l'île va retourner à la France (66).

Les causes de ce brusque revirement sont connues, mais il convient de les rappeler ici brièvement. La conquête de la Guadeloupe n'avait pas fait que des heureux en Angleterre ; si elle représentait une excellente affaire pour les milieux financiers de Londres et des principaux ports, elle était au contraire une catastrophe pour les planteurs des *West Indies* qui détenaient un véritable monopole dans l'approvisionnement de l'Angleterre en sucre ; ce groupe des *West Indian planters*, en particulier ceux des plus fortunés d'entre eux qui résidaient en Angleterre et avaient pu se faire élire députés, représentait aux Communes un groupe de pression dynamique et efficace, dont l'influence était bien supérieure à leur importance réelle dans l'économie britannique (67). Les plus menacés étaient les planteurs des Petites Antilles, Barbade et *Leeward Islands*, qui, depuis longtemps, se plaignaient de ce que le développement des Antilles françaises causât leur ruine (68) ; si la Guadeloupe passait définitivement sous contrôle anglais, c'en était fini de leur prospérité d'autrefois. Par ailleurs, au cours des quatre années qui nous retiennent, la Barbade et les *Leeward Islands* furent pratiquement délaissées par le commerce britannique, tant métropolitain que nord-américain, qui, aux Petites Antilles, reportait tous ses efforts sur la Guadeloupe, à ses yeux plus rentables (69). Un autre fait apparut encore plus grave aux yeux des planteurs britanniques : la baisse considérable du prix du sucre sur la place de Londres qu'entraîna la conquête de la Guadeloupe et la remise en marche de son économie, 32 à 47 shillings par cwt en 1760, 32 à 50 en 1761, 28 à 49 en 1762, 25 à 37 en 1763 (70) ; encore s'agit-il là de prix annuels moyens ; sur des cas par-

66. PRO, CO 110/2, gouverneur Dalrymple, 21 octobre 1762 : « The report of peace is strong and not very favourable to our retaining Guadeloupe ».

67. Sir Alan Burns, *History of the British West Indies*, New York, 1965, p. 491.

68. Sur ce point, nombreux documents dans CSP, Col. : XIX n° 743, colonel Codrington, 18 août 1701 ; XXVIII n° 654, gouverneur Lowther (Barbade), 25 octobre 1715 ; XXX n° 534, le même, 9 mai 1718 ; XXXVIII n° 468 I, Mr Dunbar, 3 octobre 1730 (document très important) ; *Ibid*, n° 386 et 494, plaintes des Assemblées de la Barbade et d'Antigue, 1731.

69. R. Pares, *War and trade*, p. 188.

70. L. J. Ragatz, *Statistics*, tableau II.

ticuliers, c'est d'un véritable effondrement dont on peut parler : le 28 juin 1760, la maison londonienne Lascelles and Maxwell's écrit à l'un de ses correspondants à la Barbade que le sucre blanc de première qualité de la Guadeloupe se vend à 52/9 par cwt, alors que celui de la Barbade était à 84 sh. l'année précédente ; pour le sucre brut (moscouade), ces prix étaient à 30 et 45 shillings respectivement (71) ; dans la situation économique précaire où se trouvaient les planteurs britanniques, une telle baisse était intolérable, d'autant plus que leur sucre, était de bien moins bonne qualité que celui de la Guadeloupe, donc presque totalement délaissé par les acheteurs anglais (72). Il leur fallait donc éviter à tout prix que la Guadeloupe restât anglaise ; le problème n'était d'ailleurs pas nouveau pour eux : déjà en 1691, les planteurs de la Barbade avaient réussi à provoquer un véritable sabotage de l'expédition de Codrington contre la Guadeloupe, pour éviter que, devenant anglaise, elle ne leur fit concurrence (73) ; et en 1703, après l'échec d'une nouvelle tentative de débarquement dans l'île, le commodore Walker, chef de l'expédition, écrivait, désabusé : « L'aurions-nous conservée (la Guadeloupe) que la plupart des créoles (des îles anglaises) s'y seraient opposé, de peur d'en souffrir dans leurs intérêts, l'île Guadeloupe étant plus intéressante que n'importe laquelle de celles que possèdent les Anglais ; elle produit de meilleurs sucres » (74). Le groupe de pression avait donc commencé à agir très tôt ; dès juin 1759, il avait essayé de faire interdire par le Parlement l'entrée en Angleterre des sucres de la Guadeloupe, sous prétexte que l'île n'avait pas été officiellement annexée à la Couronne (75). Devant l'échec de cette tentative, une autre tactique fut essayée : exiger que la Guadeloupe soit soumise au même régime commercial que les îles anglaises, et en particulier que ses exportations soient frappées du même droit de 4,5 % que payaient déjà celles des autres îles ; car les clauses trop favorables de l'accord de capitulation avaient eu la consé-

71. Citée dans R. Pares, *War and trade*, p. 41.

72. Ibid, id°, lettre de Lascelles et Maxwell's du 28 juin 1760.

73. Sur ce point, voir les développements de Ch. Frostin, dans *Revue Historique*, 1968, t. CCXXXIX, p. 439.

74. CSP, Col, XXI n° 737 : « Might we have kept it..., the most of the Creols would oppose it because they might suffer thereby in their own interests, the island Guardeloupe being much better than any of those which the English possess... ; it produces better sugar ».

75. Pares, *War and Trade*, p. 482.

quence paradoxale d'accorder aux colons de la Guadeloupe des privilèges exorbitants du droit commun qui lésaient les intérêts des habitants des autres colonies britanniques (76). De leur côté les milieux maritimes et commerciaux métropolitains ne restaient pas inactifs ; eux aussi constituaient un redoutable groupe de pression et ils avaient le plus grand intérêt à ce que la Guadeloupe restât anglaise. Et les deux groupes s'affrontèrent ; il en résulta une floraison de pamphlets et de mémoires où chacun essayait de faire triompher son point de vue. Celui des négociants peut se résumer ainsi : il faut garder la Guadeloupe et rendre le Canada à la France ; nous n'avons rien à faire avec ces « quelques arpents de neige et de glace », alors que la possession de la Guadeloupe permettra d'accroître le commerce britannique, fournira du sucre à bon marché à l'Angleterre et lui permettra ainsi de dominer le marché européen ; tout ce que peut nous fournir le Canada, nous l'avons déjà grâce à la Nouvelle-Angleterre ; au contraire, la Guadeloupe remplacera la Barbade et les *Leeward Islands* épuisées et donc inutiles ; les partisans de la Guadeloupe insistaient également sur la valeur stratégique de l'île, comme trait d'union entre la Barbade et les *Leeward Islands* ; la détenir assurerait à l'Angleterre la maîtrise militaire totale de l'arc caraïbe. La position des planteurs était exactement inverse : à quoi bon la Guadeloupe puisque nous pouvons fournir à l'Angleterre tout le sucre dont elle a besoin, alors que le Canada peut fournir des fourrures ; au Canada, on peut développer une colonisation d'origine européenne, ce qui est impossible en Guadeloupe ; de plus, quand l'Angleterre dominera toute l'Amérique du Nord, il lui sera possible de s'emparer des Antilles françaises quand elle le désirera, puisqu'elles dépendent entièrement de ces régions pour leurs approvisionnements. Chacun des deux partis était, comme de juste, persuadé que sa position était la plus profitable à l'Angleterre (77). On sait que William Pitt, qui était — très logiquement, *va victis* —

76. BM, Add. mss 38.332, fol. 190 et 192, *Opinions relating to the status of Guadeloupe*, C. Pratt, attorney de la Barbade, 7 août 1759, et C. Yorke, attorney d'Antigue, 13 août 1759.

77. Sur tout ceci, cf. *Cambr. Hist. B.E.*, I, 502-505 et 590-592 ; W. L. Grant, *Canada versus Guadeloupe, an episode of the seven years war*, *American Historical Review*, vol. XVII, 1912, p. 735-743 (Analyse 14 pamphlets sur cette querelle) ; BM, Add. mss 32.931, fol. 29-30, sir Rowland Winns to the duke of Newcastle, 13 novembre 1761 ; G. Lanctot, *Histoire du Canada*, Montréal, 1966, III, 267 ; R. Pares, *War and Trade*, p. 216-223.

partisan de garder à la fois le Canada et la Guadeloupe, fut limogé en partie sur ce problème et remplacé par le comte d'Egremont (78). Finalement, ce furent les planteurs qui l'emportèrent : l'article VIII du traité de Paris restitua la Guadeloupe à la France. Bel exemple d'efficacité politique d'un groupe de pression économique !

Quant il apparut donc, à partir de l'automne 1762, que la Guadeloupe allait retourner sous domination française, les choses changèrent pour le commerce britannique. Il ne s'agissait plus, désormais, de favoriser le développement d'une île dont on espérait retirer de gros profits à long terme, mais au contraire de récupérer le plus rapidement possible les avances considérables faites aux habitants (79). On cesse donc pratiquement toutes expéditions vers la Guadeloupe (80) ; inversement, on envoie à la hâte le plus de navires possible dans l'île pour lui soutirer le maximum de denrées dans le minimum de temps ; toute la marine marchande anglaise semble s'être donnée rendez-vous dans le port de Pittville et dans la rade de Basse-Terre : à la fin du mois de mai 1763, les exportations anglaises s'élevaient déjà à 528.000 lb de café, 251.000 gallons de mélasse et 44.534 de rhum (81) ; au 6 juillet, elles atteignaient 23.805 barriques de sucre (environ 240.000 quintaux) ; 749.842 lb de café, 557.380 gallons de mélasse et 58.834 de rhum (82). En même temps, les négociants anglais pressent leurs débiteurs pour récupérer leurs créances ; c'est par liasses entières que les lettres de change partent pour Londres, mais les avances des négociants britanniques avaient été si considérables qu'en juin 1763, les habitants leur devaient

78. Cambr. Hist. B.E., I, 494 et 503.

79. Sans doute la croissance économique se poursuit-elle encore (446 sucreries à la fin de 1763 contre 420 un an plus tôt), mais avec un très sérieux ralentissement (+ 6 % contre + 24 % l'année précédente). Il s'agit vraisemblablement de sucreries dont la construction avait commencé au plus fort de la prospérité, avant que les préliminaires de la paix ne soient connus en Guadeloupe, et dont les travaux étaient trop avancés pour pouvoir être abandonnés.

80. Par exemple, les convois de farine : 2758 « quarters » en 1762, 250 seulement de Noël 1762 au 6 juillet 1763 ; BM, Add. mss 38387, fol. 31-52.

81. PRO, CO 110/2, gouverneur Dalrymple, 11 juin 1763. Les exportations de sucre ne sont pas données, mais le gouverneur les estime à 4000 barriques environ pour la seule période 25 mai - 11 juin (environ 40.000 quintaux).

82. BM, Add. mss 38.335, fol. 143, **Exports from Guadeloupe.**

encore 7.514.331 £ des Isles (83) ; cette question des dettes préoccupait vivement le gouverneur Dalrymple : « quand je recommanderai à M. Bourlamaque, les sujets britanniques que leurs affaires obligent à rester ici, je lui demanderai, pour ceux qui sont désormais les amis et alliés de la France, un traitement équivalent à celui que les Guadeloupéens conquis ont reçu du Gouvernement britannique (84) ». Auparavant, le malheureux gouverneur, dans une suprême et dérisoire tentative de préserver une partie de ce qu'il considérait comme « son » œuvre, avait essayé de conserver à l'Angleterre l'archipel des Saintes et les îles de la Petite-Terre, qui n'étaient pas nominalement indiqués dans le traité comme devant retourner à la France, car ces îles « pourraient, en temps de paix permettre un commerce interlope avec la Guadeloupe très avantageux pour nous » (85) ; le comte d'Egremont avait vite mis fin à ses illusions (86). Il est possible que, comme l'en accusa le chevalier de Bourlamaque, le nouveau gouverneur français de la Guadeloupe, le gouverneur Dalrymple ait effectivement cherché à retarder le plus possible le moment de la restitution effective, afin de gagner du temps pour permettre aux négociants anglais d'enlever le maximum de denrées (87), mais ce n'est pas l'impression que l'on a en lisant sa correspondance avec le comte d'Egremont ; au contraire, il loua des navires pour évacuer ses troupes vers la Dominique (89). Le 6 juillet, les dernières troupes anglaises quittaient la Guadeloupe (89) ; le jour même, le chevalier de Bourlamaque reprenait possession du Fort Saint-Charles, tandis que le peuple se livrait à « toutes sortes de démonstrations de joie » ; le 8 juillet, un *Te Deum* solennel était chanté en l'église principale de Basse-Terre (90).

83. PRO, CO 110/2, gouverneur Dalrymple, 11 juin 1763.

84. Ibid, id° « When I recommend the British subjects to Mr Bourlamaque, whose affairs may oblige them to stay behind, I shall request of him no better treatement for the now friends and allies of France, than the conquered Guadeloupians have received from the British Government ».

85. PRO, CO 110/2, lettre du 26 février 1763. « In time of peace would favour an illicit trade with Guadeloupe very advantageous to us ».

86. Ibid, réponse du 18 avril 1763.

87. AN, Col. C7 A23, lettre du 12 juillet 1763.

88. PRO, CO 110/2, gouverneur Dalrymple, 2 juillet 1763.

89. Ibid, le même, 6 juillet 1763.

90. AN, Col. C7A23, chevalier de Bourlamaque, 12 juillet 1763 ; le gouverneur n'était peut-être pas dupe de la joie des habitants qui avaient beaucoup de bonnes raisons de regretter les Anglais, car il

Les Anglais partis, tout fut immédiatement mis en œuvre par les autorités françaises pour faire oublier leur passage en Guadeloupe. Les actes de justice passés dans l'île entre 1759 et 1763 furent ratifiés (91), les habitants les plus notoirement compromis de la collaboration ne furent même pas inquiétés (92). En 1765, les « commissaires de paroisses » furent supprimés et remplacés par des « commandants de quartiers », qui étaient souvent les mêmes hommes, des Grands-Blancs sucriers pour la plupart, et dotés des mêmes pouvoirs (93) ; enfin les habitants furent forcés *manu militari* à régler rapidement leurs dettes envers les négociants britanniques (94). Mais quelle qu'ait été la volonté des autorités françaises de faire disparaître toute trace de la période anglaise en Guadeloupe, l'oubli total était impossible ; les bouleversements subis par les structures économiques de l'île étaient tels que leurs effets allaient se faire sentir jusqu'à la Révolution.

III. — DE PROFONDS CHANGEMENTS DE STRUCTURES

Les changements apportés par la période anglaise aux structures de l'économie guadeloupéenne sont au nombre de quatre : coup de fouet au développement, introduction de milliers d'esclaves, création du port de Pointe-à-Pitre et aggravation de la situation structurelle d'endettement des colons.

Le coup de fouet donné par les quatre années d'administration britannique au développement de l'économie guadeloupéenne apparaît pleinement dans la comparaison entre les statistiques des années précédant et suivant immé-

ajoute : « Rien n'a été obmis dans ce qui pouvait me donner l'idée la plus favorable de la disposition des habitants ».

91. Déclaration royale du 18 avril 1763 ; **Code de la Martinique**, II n° 254.

92. A. Lacour, **Histoire de la Guadeloupe**, I, 279. Un seul colon fut, à notre connaissance, convoqué à Versailles pour fournir des explications : le procureur-général Coquille ; il est vrai qu'il s'était particulièrement « distingué » (lire **entre les lignes** A. Lacour, op. cit., I, 283-284). Mais dès janvier 1764, il était autorisé à retourner en Guadeloupe pour y continuer ses fonctions ; AN F 3-20, Fol. 46.

93. AN, Col. C7 A25, fol. 144-147, Règlement du gouverneur de Nolivos et de l'intendant Prost de Larry, 11 mai 1765.

94. Voir **Infra**, 3° partie.

diatement la période anglaise. Certes, il convient de ne pas prendre ces chiffres pour argent comptant, car la fraude aux déclarations, particulièrement sur le nombre d'esclaves (95) et le mouvement commercial était très importante ; mais la tendance générale qui apparaît n'est guère contestable.

INDICES RELATIFS A LA PRODUCTION

Années	Nombre de sucreries	Production de sucre en quintaux	Nombre de pieds de café
1753			1.800.000 (d)
1754		Environ 300.000 (b)	
1759	290 (a)		
1763	446 (a)	Environ 500.000 (c)	
1767			5.800.000 (e)

(a) Chiffres tirés d'un mémoire de la Chambre d'Agriculture de la Guadeloupe de janvier 1773, mais provenant des recensements officiels ; SOM, DFC, Guadeloupe, II n° 285. Pour 1759, le document donne 269 sucreries, auxquelles nous avons ajouté les 21 de Marie-Galante qui faisait alors l'objet d'un recensement séparé.

(b) D'après directeur du domaine Roma (AN, Col. C 7 A 17, fol 126).

(c) D'après PRO, CO 110/2, gouverneur Dalrymple 11 décembre 1762, et SOM, DFC, Guadeloupe, I n° 131, intendant de la Rivière, 1764.

(d) SOM, G 1-470 bis, n° 31. Recensement.

(e) Chiffre du recensement officiel publié par J. Ballet, *La Guadeloupe*, II, 504.

* * *

95. Le nombre d'esclaves donné dans les recensements était connu d'après la déclaration des habitants ; or, ceux-ci payaient une capitation sur leurs esclaves « en âge de travailler », c'est-à-dire âgés de 14 à 60 ans ; on comprend qu'ils aient eu tendance à en minimiser le nombre.

INDICES RELATIFS AUX EXPORTATIONS POUR FRANCE

Années	Nombre de navires	Tonnage en Tx	Valeurs totales des export. en £	dont sucre	dont café	dont coton
1755	16	3.020	2.139.000	1.583.000	265.000	249.000
1765	137	24.700	11.799.000	7.946.000	1.658.000	1.976.000

Années	Volume de sucre (quintaux)	Volume de café (quintaux)	Volume de coton (quintaux)
1755	40.311	2.948	1.993
1765	245.054	20.726	13.354

Sources : AN, Col. C 7 A 17, fol. 161, Etat de commerce de 1755
AN, Col. C 7 A 25, fol. 214, Etat de commerce de 1765.

Ce haut niveau des indices ne se maintiendra pas jusqu'à la Révolution, certes, mais l'impulsion avait été si forte qu'il n'est pas exagéré de dire que, jusqu'en 1789, l'économie guadeloupéenne vivra en grande partie sur l'acquit des quatre années d'administration britannique.

Un tel essor, c'est là notre deuxième point, ne fut possible que parce que la quantité de force de travail servile dont disposait les colons s'accrut brutalement. L'introduction massive d'esclaves en Guadeloupe fut la grande affaire de la période anglaise pour les habitants qui, jusqu'alors, n'avaient cessé de se plaindre de la « disette de Nègres » ; les négriers français délaissaient presque totalement la Guadeloupe et préféraient vendre leurs « cargaisons » à Saint-Domingue où le prix du « bois d'ébène » était plus élevé et les habitants meilleurs payeurs (96) ; en 1755, par exemple, il n'était arrivé en Guadeloupe que deux négriers venant d'Afrique, avec 436 esclaves (97) ; les habitants ne cessaient de se plaindre

96. Cf. AN, Col. F 2 B 7, mémoire de la Chambre de Commerce de La Rochelle du 21 novembre 1719, par lequel les négriers répondent aux colons des Isles du Vent qui les accusent de les négliger.

97. Etat du commerce avec la côte de Guinée ; AN, Col. C 7 A 17, fol. 157.

de cette carence (98) qui retardait énormément la mise en valeur de l'île (99), et ils étaient obligés de s'adresser à l'étranger, à Saint-Eustache le plus souvent, mais parfois aussi aux îles anglaises (100) ; ces esclaves tirés des îles étrangères étaient d'ailleurs, le plus souvent, des « Nègres de rebut », vieux, malades ou chétifs, dont on ne voulait pas là-bas et dont on se débarrassait en les envoyant en Guadeloupe, où ils ne dureraient jamais très longtemps (101). Le problème allait encore s'aggraver après 1740, car les îles anglaises elles-mêmes se mirent à manquer d'esclaves et les colons de la Guadeloupe ne purent même plus compter sur l'interlope pour se procurer de la main-d'œuvre (102). Les négriers anglais avaient donc devant eux un vaste marché sur lequel la demande était très forte et resta toujours soutenue pendant toute la période où ils fréquenterent l'île (103) ; les milliers d'esclaves qu'ils y apportèrent trouvèrent donc très facilement preneurs.

98. Sur ce point, très nombreux documents dans la correspondance administrative. Le problème est très ancien ; les habitants se plaignaient dès 1670 (AN, Col. C7A1, fol. 244, gouverneur Dullion, 11 juin 1670). Pour le XVIII^e siècle, voir AN, Col. C7A7, fol. 105, gouverneur de Malmaison, 21 février 1716 ; *ibid*, C7B1, administrateurs-généraux La Varenne et Ricouart, avril 1717 ; *ibid*, C7A8, fol. 34-36, gouverneur de Moyencourt, 19 août 1719 ; *ibid*, C7A9, gouverneur de Moyencourt, 12 juillet 1722 ; *ibid*, C7A11, gouverneur du Poyet, 13 mars 1731 ; AN, Col. C7A17, fol. 59, chevalier de Mirabeau, 7 juin 1754.

99. Entre des dizaines de documents, cf. chevalier de Mirabeau, 30 juillet 1754 : « Trente mil Nègres de plus trouveroient à travailler dans mon gouvernement et ils en tripleroient la valeur » ; AN, Col. C7A17, fol. 63.

100. Quelques exemples glanés au hasard des archives. AN, Col. C7A5, fol. 142, gouverneur de Malmaison, 17 juillet 1707 : 44 esclaves introduits en fraude depuis Barbuda ; CSP, Col. XXIV n° 193, gouverneur Parke, 14 novembre 1708 : on a arrêté un Irlandais d'Antigue qui envoyait à la Guadeloupe des esclaves achetés à l'**African Company** ; AN, Col. C7B1, gouverneur de Malmaison, 18 juillet 1716 : 17 esclaves entrés en fraude ; *ibid*, gouverneur de Moyencourt, 13 septembre 1719 ; 35 à 40 esclaves depuis Saint-Eustache ; CSP, Col. XXXIV n° 260 VII, gouverneur Hart, 27 mars 1724 : il y a en permanence à Saint-Eustache 2.000 à 3.000 esclaves prêts à être envoyés dans les îles françaises ; AN, Col. C710, gouverneur de Moyencourt, 24 avril 1726 : 150 esclaves entrés en fraude, *ibid*, C7A14, chevalier de Clieu, 12 février 1741 : 60 esclaves ; AN, Col. C7A17, fol. 63, chevalier de Mirabeau, 30 juillet 1754 : 120 esclaves depuis Saint-Eustache...

101. AN, Col. C7A8, fol. 34, gouverneur de Moyencourt, 19 août 1719 ; *ibid*, C7A13, chevalier de Clieu, 26 février 1739 ; *ibid*, C7A17, fol. 106, directeur du Domaine Roma, 23 novembre 1754.

102. AN, Col. C7A15, chevalier de Clieu, 10 mai 1743. Ainsi que les séances des 11 et 17 janvier 1750 du **Board of Trade** ; JTP, IX, p. 14-15.

103. PRO, CO 110/2, gouverneur Dalrymple, 14 septembre 1761 : il signale que les habitants demandent toujours de nouveaux esclaves ;

Combien d'Africains furent ainsi déportés vers la Guadeloupe pendant les quatre années d'administration britannique ? Sur ce point, les auteurs divergent : le chiffre le plus couramment cité est 30.000 (104) ; mais Raynal donne celui de 18.721 (105), Louis XVI et les administrateurs de Nozières et Tascher 18 à 20.000 (106), L. Peytrand 35.000 (107) et le marquis de Bouillé 35 à 40.000 (108). Nous n'avons pas trouvé de chiffres certains dans les archives londoniennes, mais ceux en notre disposition laissent à penser qu'estimer à plus de 20.000 le nombre d'esclaves introduits en Guadeloupe pendant la période anglaise est très certainement excessif.

Suivant un état dressé par le *Colonial Office*, vraisemblablement pour le compte du *Board of Trade*, les négriers anglais auraient déporté 18.057 esclaves en Guadeloupe entre juillet 1759 et Noël 1762 (109) ; or, à cette dernière date, les préliminaires du traité de paix étaient sur le point d'être signés et il était à peu près certain que la Guadeloupe allait être rendue à la France ; on voit donc mal les négriers britanniques continuer à apporter des esclaves dans une île sur laquelle ils détenaient déjà de grosses créances qu'ils n'étaient pas sûrs de pouvoir recouvrer ; cela nous conduit à estimer comme le plus valable le chiffre de 18.721 donné par Raynal, par ailleurs auteur sérieux et généralement bien informé ; il est logique de supposer que moins de 700 esclaves seulement furent introduits en Guadeloupe au cours des six derniers mois de la période anglaise.

Une autre indication vient confirmer le bien fondé du chiffre avancé par Raynal : les négriers de Liverpool annonçaient, après la paix, avoir déporté 12.437 Africains vers la

ibid, le même, mémoire du 16 février 1762, p. 9 : l'île pourrait encore employer deux fois plus d'esclaves.

104. A.D. Guadeloupe, *Mémoire sur la deffense...*, p. 5 ; A. Lacour *Histoire de la Guadeloupe*, I, 287 ; J. Ballet *La Guadeloupe*, II, 376 ; G. Hanotaux et A. Martineau, *Histoire des Colonies françaises*, Paris, 1929, I, 489.

105. *Histoire des deux Indes*, VII, 135.

106. AN, Col. C7B3, « Mémoire du Roy pour servir d'instruction aux sieurs d'Arbaud et président de Peynier », 24 octobre 1775 ; AN, Col. C8B13, 1. 1773 n° 8, Précis du mémoire envoyé par les administrateurs de la Martinique, 1773.

107. L. Peytraud, *L'esclavage aux Antilles françaises avant 1789*, Paris, 1897, p. 68.

108. AN, Col. C7A31, fol. 140, Mémoire sur l'administration de la Guadeloupe, 1771.

109. PRO, Co 325/2, An account of the English slave trade, 1758-62.

Guadeloupe pour les quatre années 1759-63 (110) ; or, ce port faisait environ les deux tiers du trafic négriers de l'Angleterre (111) ; on retombe bien, en définitive, sur 18.000 esclaves environ. Une telle augmentation de la population servile rendit possible, conjointement avec les longs et importants crédits accordés par le commerce britannique, un accroissement formidable de la production et surtout la mise en valeur de vastes portions de l'Archipel qui étaient restées incultes faute de bras, particulièrement en Grande-Terre.

Le troisième changement de structures survenu pendant la période anglaise intéresse la géographie économique de la Guadeloupe ; la Grande-Terre assied définitivement sa suprématie sur les autres îles, grâce à la création du port de Pointe-à-Pitre. Toutes les îles de l'Archipel guadeloupéen ne profitèrent pas également de l'impulsion donnée à leur économie pendant les quatre années d'administration britannique. En « Guadeloupe », où se déroulèrent tous les combats du siège, il fallut d'abord relever les ruines ; l'île avait été ravagée par la guerre : les 84 sucreries brûlées et la quasi-totalité des esclaves tués ou enlevés lui appartenaient (112) ; sans doute y a-t-il quelque exagération chez le procureur-général Coquille quand il écrit que les habitants « n'ont pu qu'à peine se rétablir et replanter leurs terres » (113), mais nous notons tout de même que c'est seulement à la fin de 1761 que la « Guadeloupe » retrouvait le nombre de sucreries de l'avant-guerre (114) ; la reconstruction de l'économie « guadeloupéenne » prit donc plus de deux années, et nous ignorons si les progrès additionnels réalisés par elle au cours de l'année suivante furent ou non importants. A Marie Galante, il n'y eut pratiquement aucun progrès ; les Anglais semblent s'être complètement désintéressés de cette île ; ils n'en prirent possession que plus de trois semaines après la capitulation du reste de l'Archipel,

110. R. Pares, *War and Trade*, p. 18.

111. J.T.P., IX p. 14-15, séance du *Borad of Trade* du 11 janvier 1750.

112. SOM, DFC, Guadeloupe, I n° 130, procureur-général Coquille, 1763, p. 1.

113. *Ibid*, id° p. 2.

114. 122 en 1743 (SOM, GI-497, n° 29 et 30) ; 128 à la fin de 1761 (pour le recensement de 1762 cité par le gouverneur Dalrymple, PRO, CO 110/2, mémoire du 16 février 1762, p. 2).

le 25 mai 1759 (115) ; la principale production y était alors le café qui avait connu un essor formidable après le cyclone de 1738 (116) ; au contraire, la production sucrière stagnait, après avoir connu une grave crise (117) ; or, c'était essentiellement le sucre qui intéressait le commerce britannique, et les habitants de l'île, qui craignaient de ne pouvoir vendre leur café, se voyaient menacés de ruine (118) ; nous pouvons donc, semble-t-il, conclure avec le R. P. Barbotin que la période anglaise fut peu favorable à l'économie marie-galantaise, marginale et peu développée (119).

Ce fut surtout la Grande-Terre qui profita le plus de l'administration britannique ; au cours des années 1740, elle était devenue la première zone sucrière de l'Archipel, avec 154 habitations-sucreries en 1743 (120) ; elle en comptait 190 à la fin de 1761 (121), dépassait probablement les 250 lorsqu'elle redevint française et, pour la première fois, comptait plus d'esclaves que la « Guadeloupe » (122) ; la période anglaise fut donc très favorable à la Grande-Terre, « où les habitants ont été plutôt en état de faire du revenu et d'augmenter en Nègres » (123) ; il y a à cela deux raisons. On observe tout d'abord que la Grande-Terre a beaucoup moins souffert des opérations militaires que la « Guadeloupe » ;

115. Cf. le compte rendu de cette prise de possession par le gouverneur de la Martinique de Beauharnais, lettre du 31 mai 1759 ; AN, Col. F 3-28, fol. 77.

116. On cultivait à Marie-Galante 150.000 pieds de café en 1738 et 562.700 en 1753 (SOM, G1-470 bis, n° 24 et 31). En 1755, la production de café était presque aussi importante, en volume que celle de sucre : 8.000 quintaux contre 10.000 (*Encyclopédie*, t. XVI, art. Guadeloupe). Tous ces chiffres sont évidemment très approximatifs, mais ils n'en expriment pas moins une réalité certaine.

117. 54 sucreries en 1738, 23 en 1751, 21 en 1753 (SOM, G1-470 bis, n° 24, 28 et 31), 21 en 1762 (PRO, CO 110/2, gouverneur Dalrymple, 16 février 1762, p. 3).

118. PRO, CO, 110/1, fol. 200, colonel Crump, 4 octobre 1759.

119. M. Barbotin, *Les moulins de Marie-Galante*, Bull. Sté Hist. Guadeloupe, n° 7, 1967, p. 57. Un mémoire rédigé en 1770 par les habitants de Marie-Galante nous apprend qu'en 1763, « le Sr Joubert, nommé à ce gouvernement, trouva cette isle très découragée... et l'âme du commerce entièrement anéantie » (SOM, DFC, Marie-Galante, n° 9).

120. SOM, G1-497, n° 30.

121. PRO, Co 110/2, gouverneur Dalrymple, 16 février 1762, p. 2. Chiffre du recensement de 1762.

122. Ibid, id° 17.566 esclaves en âge de travailler en Grande-Terre en 1762, contre 16.298 en « Guadeloupe ».

123. SOM, DFC, Guadeloupe, I n° 130, procureur général Coquille, 1763, p. 1.

certaines, le procureur général Coquille est assez loin de la vérité lorsqu'il dit que « la Grande-Terre... n'a point été incendiée ni ravagée par l'ennemi » (124), car en réalité, les Anglais brûlèrent les bourgs de Saint-François, Sainte-Anne et Gosier (125) ; mais les habitants se retranchèrent ensuite dans la zone morneuse des Grands-Fonds, dont ils étaient pratiquement inexpulsables, et les Anglais n'insistèrent pas, retournant toutes leurs forces vers l'île voisine (126) ; cela sauva la Grande-Terre de destructions massives et dès après la capitulation, l'activité économique put reprendre son cours normal.

Mais la principale raison de l'essor économique de la Grande-Terre entre 1759 et 1763 tient surtout à la création du port de Pointe-à-Pitre, qui procura à cette île le débouché commercial qui lui faisait tellement défaut auparavant.

Il y avait déjà longtemps que les potentialités du site et de la position de la baie située au débouché sud de la Rivière Salée avaient été perçues par les contemporains ; un mémoire anonyme de la fin du XVII^e siècle lui prédisait même un brillant avenir : « il y a un cul-de-sac, à l'autre extrémité de l'île, du côté de l'Est,... qui forme un port admirable, plus grand et meilleur que n'est celui de la Martinique, capable de contenir un grand nombre de vaisseaux... et de les mettre à couvert contre les ouragans et contre les attaques des vaisseaux ennemis... C'est un lieu propre à faire un grand commerce » (127). Mais il fallut attendre longtemps avant que cette prophétie se réalise ; la principale agglomération de la Grande-Terre était alors Sainte-Anne, où siégeait la juridiction royale, et le développement du bourg de Pointe-à-Pitre fut extrêmement lent : 5 ou 6 maisons en 1713 (128), une dizaine en 1732 (129) ; quant aux navires, ils n'hésitaient pas à se réfugier « dans le cul de sac du Fort Louis » pendant la

124. Ibid, id°.

125. A. Lacour, *Histoire de la Guadeloupe*, I, 264.

126. Ibid, p. 265.

127. AN, Col. C8 B1, Discours sur l'état passé et présent des îles françaises de l'Amérique, 1684.

128. Mémoire du gouverneur Phélypeaux du 10 janvier 1713 ; publié par J. Rennard. *Tricentenaire des Antilles, documents inédits*, Fort-de-France, Thonon-les-Bains, Paris, 1935, p. 182.

129. *Album de Géographie historique de la Guadeloupe*, Paris, 1931, planche n° 8, Plan de l'île Grandeterre, Guadeloupe, représentant les terres telles qu'elles ont été arpantées, octobre 1732.

saison des cyclones, pour se mettre à l'abri (130), mais bien peu, semble-t-il, acceptaient d'y commercer, car il n'y avait pas de siège d'amirauté où les capitaines pussent accomplir les formalités administratives prescrites par l'ordonnance de la Marine d'août 1681 et le règlement de janvier 1717 sur les amirautés coloniales, et faire juger les différends entre eux et les colons (131). La solution aurait été de créer une ville nouvelle au fond du Petit Cul-de-Sac où l'on aurait transféré le chef-lieu de la colonie et qui aurait servi de débouché commercial aux habitants de la Grande-Terre ; c'est ce que proposèrent successivement trois gouverneurs de la Guadeloupe, le comte de Larnage (132), le chevalier de Clieu (133) et le chevalier de Mirabeau (134), mais les lenteurs administratives et le coût énorme de l'opération empêchèrent la mise à exécution de ce projet.

Mais après la conquête, les Anglais remarquèrent immédiatement ce magnifique port naturel, admirablement situé, « où toute la Marine de l'Angleterre pourrait se mettre à l'abri des cyclones » (135). Une espèce de tradition pieusement conservée et rapportée par les auteurs veut que le port de Point-à-Pitre ait été créé par la volonté du gouverneur Dalrymple (136). En réalité, le gouverneur ne fit que suivre un mouvement qui avait déjà débuté du temps du colonel Crump ; lorsque les navires anglais commencèrent à affluer en Guadeloupe, ils mouillèrent tout naturellement dans la baie de Pointe-à-Pitre (137), qui leur offrait un maximum d'avantages : elle est au centre de l'Archipel à la jonction de la « Guadeloupe » et de la Grande-Terre, elle est la première baie au débouché de la Rivière Salée — donc facilement accessible pour les canots chargés de sucre venant des rives du Grand Cul-de-Sac —, elle draine toute la production de la plaine occidentale de la Grande-Terre grâce à la chaussée construite

130. Mémoire de l'intendant Robert du 25 octobre 1700 ; publié par E. Taillemite, dans *Bull. Sté Hist. Guadeloupe*, n° 7, 1967, p. 12.

131. Voir sur ce point la très explicite lettre de l'intendant d'Orgeville du 10 juin 1735 ; AN, Col. C 8 A 46, fol. 188-189.

132. AN, Col. C 8 A 46, fol. 196, intendant d'Orgeville, 10 juin 1735.

133. AN, Col. C 8 A 13, chevalier de Clieu et commissaire-ordonnateur Marin, 28 juin 1739.

134. AN, Col. C 7 A 17, fol. 56, 8 mai 1754.

135. PRO, CO 110/1, fol. 140, général Barrington, 9 mai 1759.

136. A. Lacour, *Histoire de la Guadeloupe*, I, 286 ; J. Ballet, *La Guadeloupe*, II, 375-376.

137. R. Pares, *War and trade*, p. 189, note 1.

par les habitants du quartier des Abymes en 1748 (138), elle est protégée par le Fort-George (l'ex-Fort-Louis) et enfin ses débouquements sont difficiles et dangereux parce que parsemés d'îlets et de hauts-fonds, ce qui mettait les navires anglais à l'abri d'une éventuelle attaque de la flotte française. En réalité, le gouverneur Dalrymple n'est pour rien dans ce choix, car il s'imposait de lui-même ; ni la rade de Basse-Terre, ni les autres rades foraines de l'Archipel — Port-Louis et le Moule — ne présentaient de tels avantages. Evidemment, pour que les choses se fussent passées tout à fait régulièrement, il aurait fallu qu'il existât, ou que l'on installât, en cet endroit un siège d'amirauté, ou tout au moins une sénéchaussée ayant compétence sur les affaires maritimes, mais les négociants britanniques ne s'embarassèrent pas de ce qu'ils considéraient probablement comme un détail et le développement du port de Point-à-Pitre n'en fut pas retardé.

Sur la naissance et la croissance de ce port, les sources londonniennes sont pratiquement muettes : à peine relève-t-on, incidemment, une allusion au port de Pittville (139). Mais le *Mémoire historique* du chevalier d'Auzons vient en partie combler cette lacune (140) ; après avoir retracé l'histoire du site pendant la première moitié du XVIII^e siècle, l'auteur en arrive à la période anglaise. L'impression dominante que l'on retire de ses dires est celle d'une exploitation fébrile du site ; « plus de cent navires » fréquentèrent la baie du « Morne-Renfermé » et une véritable ville-champignon y poussa — « des cabannes qu'on y fit à la hâte servirent de magasins » — ; mais les marécages environnants dégageaient une atmosphère tellement pestilentielle que cela entravait la croissance de la ville ; aussi, « une compagnie proposa à M. Dalrimpe (sic), lors général anglois, de faire une souscription pour escarper les mornes » alentour de la ville « et se servir des décombres pour en combler les marais » ; nous n'avons pas trouvé trace de ce projet dans les archives anglaises, et il ne semble pas qu'il ait reçu un commencement de réalisation car, ajoute le chevalier d'Auzons, la paix survint qui le réduisit à néant. A ce moment, l'agglomération ne comptait encore

138. SOM, DFC, Guadeloupe, I n° 259, *Mémoire historique* sur l'établissement de la ville de la Pointe-à-Pitre, chevalier d'Auzons, vers 1770.

139. PRO, CO 110/2, gouverneur Dalrymple, 11 juin 1763.

140. SOM, DFC, Guadeloupe, I n° 259.

qu'« une quinzaine de maisons éparses », plus, probablement, un certain nombre de cases servant d'entrepôt, sur le rivage de la Darse, l'actuel port de pêche et de plaisance. Il paraît donc difficile de dire que la création de Pointe-à-Pitre résulte d'une action délibérée des autorités britanniques ; beaucoup plus simplement, le gouverneur Dalrymple se trouva placé devant un état de fait résultant de la rencontre entre une position géographique exceptionnelle et un groupe de capitalistes dynamiques, prêts à saisir et à exploiter toutes les occasions de profit qui s'offraient à eux — et la concentration du commerce à Pointe-à-Pitre, où aboutissait toute la production de la Grande-Terre et du Nord de la « Guadeloupe », en était indiscutablement une —. Mais une nouvelle structure avait été créée, une virtualité réalisée, une impulsion définitive donnée ; un an seulement après la restitution de l'île à la France, les demandes pour établir un siège d'amirauté « à la Nouvelle Ville proche de la Pointe-à-Pitre » affluaient de toute la Grande-Terre, et le président de Peynier constatait que « le commerce se porte autant à la Pointe-à-Pitre de la Grande-Terre qu'à la Basse-Terre, Guadeloupe » (141). Sous l'impulsion du chevalier de Bourlamaque puis des administrateurs d'Ennery et Peynier, le modeste établissement anglais de 1763 n'allait pas tarder à se transformer en une véritable ville, et toutes les mesures prises ultérieurement par les gouverneurs français en faveur de la nouvelle agglomération ne feront, en définitive, que confirmer la justesse du choix des négociants britanniques (142).

La quatrième conséquence économique de la période anglaise fut, au contraire, très défavorable aux colons. Elle consiste dans l'aggravation de leur situation d'endettement structurel. Dès avant la guerre de Sept Ans, la situation financière des colons était déjà très préoccupante ; l'obligation pratique où ils se trouvaient de passer par la Martinique pour pouvoir exporter leur production pesait lourdement sur leurs coûts, nous l'avons vu, et, par voie de conséquence, les avait

141. SOM, G2-1, préambule de l'ord. du 24 décembre 1764, « concernant l'amirauté de la Grand Terre » : par cette ordonnance, le président de Peynier attribuait, à titre provisoire, à la juridiction royale de Sainte-Anne connaissance de toutes affaires maritimes, en attendant que le roi ait créé une amirauté à Pointe-à-Pitre ; ce qui sera fait par édit de juin 1767.

142. Voir, sur ce point, les développements de G. Lasserre, *La Guadeloupe, Etude géographique*, Bordeaux, 1961, II, 598-599.

placé dans une position de complète dépendance par rapport aux commissionnaires de Saint-Pierre, vis-à-vis desquels ils étaient déjà très endettés ; A. Lacour nous apprend qu'entre 1763 et 1769, la Guadeloupe put payer deux millions de livres au commerce de Saint-Pierre, « reste de ses anciennes relations avec cette ville » (143) ; or, entre 1763 et 1769, les relations commerciales furent pratiquement coupées entre la Guadeloupe et la Martinique (144), et pendant les quatre années d'administration britannique, il n'était pas question pour les habitants de rembourser le moindre denier aux commissionnaires détestés : ces deux millions de livres représentaient donc des dettes contractées avant 1759.

A l'endettement envers le commerce de Saint-Pierre vint s'ajouter, entre 1759 et 1769, l'endettement vis-à-vis du commerce britannique. Pendant les quatre années qu'ils administrèrent l'île, les Anglais, nous le savons, ne ménagèrent pas leurs efforts pour rendre son économie florissante et, pour cela, n'hésitèrent pas à accorder aux colons tous les crédits qui leur étaient nécessaires pour reconstruire leurs habitations, relancer leur production et procéder à de nouveaux investissements, par l'achat d'esclaves notamment. Maintenant, il fallait payer ; le traité de Paris avait, de son article 8, donné aux négociants britanniques ayant des créances sur les habitants des territoires temporairement occupés pendant la guerre 18 mois pour déposer leurs titres et recouvrer ces créances. Nous avons conservé un « Etat des dettes des habitants vis-à-vis des marchands anglois », dressé en novembre 1764 par le baron de Copley : en juin 1764, les colons devaient encore 7.189.000 £ ; puis, de juin à novembre, divers négociants anglais qui n'avaient pas encore envoyé leurs titres de créances le firent, et un certain nombre de lettres de change tirées sur les places de Paris et de Londres revinrent protestées pour non paiement, le tout représentant 1.067.000 £ ; l'endettement total des habitants vis-à-vis du commerce britannique à la fin de la guerre se montait donc à 8.256.000 £ (145). Les habitants semblent avoir mis à effectuer ces remboursements un maximum de mauvaise volonté, mais le baron de Copley, gouverneur par intérim après la mort du chevalier de

143. A. Lacour, *Histoire de la Guadeloupe*, I, 312.

144. *Code de la Martinique*, I n° 273, lettre de Choiseul aux administrateurs de la Martinique, 11 octobre 1763.

145. AN, Col. C 7 A 24, fol. 110.

Bourlamaque (146), mit à les y contraindre beaucoup plus de vigueur que son prédécesseur : il n'hésita pas à envoyer des soldats chez les débiteurs récalcitrants pour les forcer à payer (147) ; résultat : en cinq mois, de juin à octobre 1764, les habitants réglèrent 4.300.000 £ (148). Nous ignorons comment fut réglé le solde de 3.956.000 £ ; d'après A. Lacour, les habitants réglèrent 6 millions de livres au commerce anglais entre 1763 et 1769 (149) ; pour la période 1765-1769, cela ferait donc 1.700.000 £. Restaient encore 2.256.000 £, dont on peut se demander si elles furent jamais réglées.

Le problème des dettes ne constitue que la conséquence financière directe de la période anglaise ; mais l'indirecte fut tout aussi grave : la nécessaire reconversion des années 1763-1765. Les Anglais, on le sait, interprétaient le Pacte colonial de façon beaucoup plus restrictive que les Français ; le principe de la prohibition de toute activités industrielle aux colonies s'étendait jusqu'à et y compris la production d'un sucre plus élaboré que le simple sucre brut, alors que dans les îles françaises, les habitants pouvaient légalement produire du sucre terré. Quant la Guadeloupe fut conquise, ses colons demandèrent que toutes leurs productions pussent entrer librement en Angleterre, ou sinon, que la puissance administrante lui procure alors un débouché pour celles qui n'y seraient pas admises ; la réponse du général Barrington fut équivoque : « Accordé, d'autant que l'Isle ne produit que des denrées qui ont l'entrée en Angleterre » (150) ; ce qui en clair voulait dire : arrangez-vous pour ne produire que des denrées exportables vers l'Angleterre. C'est bien ce que firent les colons ; ils n'y expédièrent pratiquement que du sucre brut (151), abandonnant par la même occasion la production de sucre terré ; il est alors probable qu'une partie des plan-

146. Le chevalier de Bourlamaque mourut le 24 juin 1764 ; il fut enterré en l'église du Mont-Carmel, à Basse-Terre, où il repose toujours et où l'on peut voir sa tombe.

147. AN, Col. C 7 A 24, fol. 97-98, lettre du 22 septembre 1764 ; ibid, fol. 122, mémoire de novembre 1764.

148. Ibid, fol. 19 novembre 1764.

149. Op. cit., p. 312.

150. AN, Col. F 3-19, fol. 71-75, capitulation de la Guadeloupe, 2 mai 1759, art. 16.

151. BM, Add. mss 38.334, fol. 207, **English Imports from Guadeloupe**, d'après les registres des douanes. En 1760, 168.133 cwt de sucre brut et pas de sucre blanc ; en 1761, 204.127 cwt de sucre brut et 83 seulement de sucre blanc.

teurs dont les habitations avaient été détruites ne les reconstruisirent, avec l'aide du capital anglais, qu'avec l'équipement nécessaire à la fabrication du seul sucre brut, négligeant purgeries et étuves ; quant à ceux dont les habitations étaient encore intactes après le siège, il est vraisemblable qu'ils cessèrent d'entretenir ces bâtiments qui ne leur étaient plus, désormais, d'aucune utilité (152). Les conséquences néfastes de cette politique n'apparurent qu'au lendemain du traité de Paris, quand l'île fut revenue sous domination française ; la majorité des sucreries ne produisaient plus que du sucre brut (153), denrée que le commerce de France ne prenait qu'en très petites quantités (154). D'où la nécessité pour les colons de reconvertir partiellement leurs habitations, et pour cela d'engager de nouveaux investissements ; et ces investissements furent vraisemblablement très importants : il y avait 400 sucreries en 1765 ; si nous supposons que la moitié d'entre elles aient eu besoin de reconstruire leur purgerie et leur étuve, nous obtenons le chiffre total de 3,5 millions de £ (155) ; en fait, ce résultat est très certainement excessif ; sans doute toutes ces 200 habitations n'eurent-elles pas besoin de reconstruire leur purgerie, ou leur étuve, ou les deux ; d'autre part, pour obtenir ce total, nous avons dû utiliser des valeurs se rapportant à la décennie 1780, mais il est probable qu'en 1765 elles étaient moins élevées. Rabatons-en donc d'un tiers, et

152. Nous disons **une** partie des planteurs seulement. Tous n'abandonnèrent pas la production de sucre blanc, d'abord parce que le sort de l'île n'était pas encore définitivement fixé, et ensuite parce que Saint-Eustache, avec laquelle les relations ne cessèrent jamais pendant toute notre période, leur fournissait le débouché frauduleux nécessaire à la poursuite de cette production ; PRO, CO 110/2, gouverneur Dalrymple 29 octobre 1761 ; *ibid*, le même, mémoire du 16 février 1762, p. 6.

153. AD Gironde, 7 B 1447, lettre de J.-Bpte Grenouilleau, habitant à Goyave, à son frère Jacques, négociant à Bordeaux, 16 mai 1764.

154. Voir sur ce point les développements du père Labat **Nouveau voyage aux Isles de l'Amérique**, Paris, 1722, III, 320-321. De 1764 à 1789, la part du sucre brut dans le total des exportations sucrières de la Guadeloupe pour France oscille autour des 10 à 15 % avec un maximum de 18 % en 1765, mais c'est justement une séquelle de la période anglaise. Etats de commerce conservés dans AN, Col. C 7 A 25 à 36 et C 7 B 3 à 5.

155. En prenant la valeur moyenne inférieure de ces deux bâtiments pour la période 1775-1789, la seule connue de nous, telle qu'elle apparaît à travers les inventaires dressés par les notaires, Dupuch, Mimeraï et Regnault essentiellement, dont les minutes sont conservées aux Archives départementales de la Guadeloupe ; soit 1.500 £ pour une purgerie et 4.000 £ pour une étuve.

nous arrivons tout de même au chiffre de 2,5 millions de £ ; en égard à l'importance du capital engagé dans le secteur sucrier, il semble difficile de descendre en-dessous.

Faisons maintenant le bilan financier total de la période anglaise : 8 millions de £ de dettes envers les négociants britanniques plus de 2,5 millions de £ d'investissements nécessaires pour remettre les sucreries en état de fabriquer du sucre blanc. Total : 10 millions de £ environ.

Ce chiffre est énorme ; pour bien mesurer ce qu'il représentait pour les colons, il faut le comparer au produit territorial de l'île, du moins tel que les estimations plus ou moins subjectives des contemporains nous permettent de le connaître ; il aurait été de 20 à 25 millions de £ en 1763, d'après le procureur-général Coquille (156), mais la Chambre d'Agriculture donne le chiffre de 30 millions pour 1773 (157), et un mémoire anonyme de 1775 ne parle que de 18 millions (158) ; les divergences entre ces chiffres sont telles qu'elles nous interdisent tout calcul précis, mais en pratiquant la méthode dite « de la pesée globale », disons que les séquelles financières de la période d'administration britannique représentaient, en gros, le tiers du produit territorial annuel de la Guadeloupe.

Or, de ces 10 millions de £ — auxquels il faut ajouter deux autres millions représentant les dettes de l'avant-guerre envers le commerce de Saint-Pierre —, les habitants n'avaient pas le premier denier ; les années 1763-1767 sont marquées par une crise conjoncturelle extrêmement profonde résultant de l'accumulation simultanée de plusieurs événements déjà très graves pris isolément et qui, superposés, aboutissaient à une véritable catastrophe : a) la crise de reconversion de l'industrie sucrière dont nous avons parlé plus haut ; b) une forte diminution des exportations (159) ; une lourde aggravation du prélèvement fiscal (160) ; d) une conjoncture cli-

156. SOM, DFC, Guadeloupe, I n° 130, p. 6.

157. Ibid, II n° 285.

158. AD Guadeloupe, Mémoire sur la deffense..., p. 5.

159. Les exportations de sucre pour l'Europe s'effondrent de 500.000 quintaux en 1762 (PRO, CO 110/2, gouverneur Dalrymple, 11 décembre 1762) à 126.000 en 1767 (AN, Col. C 7 A 28, fol. 255-256, Etats de commerce).

160. 375.000 £ pour le deuxième semestre 1763, 990.000 £ pour l'année 1764, 900.000 £ pour 1766... ; SOM, G 2-1, ordonnances des administrateurs, passim. Or, en 1758, le prélèvement fiscal total n'atteignait que 309.000 £ ; PRO, CO 110/2, mémoire du gouverneur Dalrymple du 16 février 1762, p. 4.

matique catastrophique (161). Face à de tels événements, et devant la gravité de la crise, les habitants se retrouvèrent dans une situation financière extrêmement embarrassée (162), et il est exclu qu'ils aient pu dégager les 15 millions de £ qu'ils durent régler pendant cette période, sur leurs ressources propres. Ils ne purent que faire appel aux crédits du commerce métropolitain, donc s'endetter. En définitive, la période anglaise avait abouti à aggraver dans d'énormes proportions la situation financière des colons ; de deux millions de £ à la veille de la guerre de Sept Ans, leur passif grimpait à près de 12 millions au lendemain ; en l'espace de quatre ans, l'endettement des habitants avait plus que quintuplé. Les colons ne pourront jamais se remettre de cette brutale aggravation de leur situation financière, et celle-ci ne cessera d'empirer, pour atteindre, à la veille de la Révolution, le chiffre record de 40 millions de £ de dettes (163).

* * *

Au cours des années 1770, alors que la Guadeloupe, après une brève période d'autonomie de six ans (1763-1769), venait d'être replacée sous la tutelle administrative et commerciale de la Martinique, les colons ne cessèrent de se lamenter en pensant aux jours heureux de la période anglaise. A mots couverts, certes, mais cet « âge d'or » passé leur faisait ressentir encore plus fortement toute la dureté de leur condition présente (164). Leur position s'expliquait aisément et leurs regrets étaient certes, de leur point de vue, compréhensibles ; pendant quatre ans, ils avaient bénéficié d'une liaison commerciale directe avec l'Europe, ils avaient reçu tout ce dont

161. Grave sécheresse au printemps 1766 ; AN, Col. C 7 A 27, fol. 132, intendant de Moissac, 28 mai 1766. Puis cyclone du 6 octobre 1766, aggravé par le débordement consécutif des rivières ; AN, Col. C 7 A 26, administrateurs Nolivos et Moissac, 16 octobre 1766.

162. Le baron de Copley est formel sur ce point : la mauvaise volonté des habitants à régler leurs dettes envers les négociants anglais s'explique essentiellement par leur manque de moyens financiers ; AN, Col. C 7 A 24, fol. 97-98, 22 septembre 1764.

163. Sur ce point, voir de plus longs développements dans notre thèse sur *Les sucreries de la Guadeloupe à la fin du XVIII^e siècle*, à paraître au début de 1973.

164. Sur ce point, très nombreux documents ; le meilleur est le Mémoire de la Chambre d'Agriculture de la Guadeloupe sur la demande d'un gouvernement indépendant de la Martinique et d'un commerce direct avec la France, du 12 janvier 1773 ; SOM, DFC, Guadeloupe, II n° 285.

ils avaient besoin pour leurs habitations, et en particulier des esclaves, ils avaient pu vendre leurs denrées à des prix qu'ils n'auraient jamais espéré auparavant. Mais ils ne voyaient que les aspects positifs pour eux ; les côtés négatifs de la situation leur échappaient complètement. Tout d'abord, ils se retrouvaient endettés jusqu'au cou, ce qui les mettait à l'entière discrétion des négociants britanniques ; et surtout, ils bénéficiaient d'une situation paradoxale : la Guadeloupe n'était plus tout à fait française, elle n'était pas encore complètement anglaise ; de cet état fluctuant et intermédiaire, les colons ont probablement cherché à tirer le meilleur parti, en particulier sur le plan judiciaire, profitant de l'ignorance du droit français en général, et de la coutume de Paris en particulier, où se trouvaient les administrateurs britanniques, profitant aussi du fait que les tribunaux n'étaient encore composés uniquement que de créoles français. Mais si l'île était restée anglaise, leur sort aurait sans doute été beaucoup moins enviable ; ils auraient sans doute dû — comme leurs confrères de la Grenade — cesser à peu près complètement de fabriquer du sucre terré pour ne plus produire que du sucre brut (165) ; probablement auraient-ils dû aussi — comme leurs confrères de la Grenade — subir toutes sortes d'exactions et d'humiliations et quitter l'île (166). Même le gouverneur Dalrymple, pourtant fortement attaché à « son » île, ne se dissimulait point que si elle restait anglaise, il faudrait y réaliser de profonds changements juridiques et administratifs : on y aurait, en particulier, introduit ce droit de 4,5 % sur les exportations — qui faisait l'unanimité contre lui de la Barbade à Saint-Kitts — et surtout les lois françaises qui accordaient aux planteurs une protection maximum pour leur permettre de conserver l'unité technologique de leurs habitations, en particulier l'insaisissabilité des esclaves, auraient été révisées dans un sens beaucoup plus favorable au commerce (167) ; endettés comme ils l'étaient, les colons

165. A la Grenade, 10 ans seulement après la cession définitive de l'île à l'Angleterre, il n'y avait plus que deux ou trois sucreries qui produisaient encore du sucre terré (Adam Smith, *Richesse des nations*, III, 330) ; il y avait 81 sucreries en 1763 (L.J. Ragatz, *Statistics*, tableau III).

166. AN, Col. C 7 A 24, fol. 88-89, baron de Copley, 28 juillet 1764 ; AN, Col., C 10 C 2, Commissaire-ordonnateur Chardon, 16 novembre 1764.

167. PRO, CO 110/2, gouverneur Dalrymple, 14 septembre 1761.

n'auraient certainement pas eu à attendre bien longtemps pour voir leurs créanciers anglais faire saisir leurs habitations pour se rembourser. En réalité, beaucoup plus que les colons, c'est surtout le commerce de France qui fut le grand bénéficiaire de la période anglaise ; il avait laissé, en 1759, une économie débile et au bord de la faillite, il retrouvait, en 1763, une île riche et opulente, plus riche même que la Martinique alors en pleine crise. La cassure provoquée par ces quatre années d'administration britannique aurait dû être mise à profit par les autorités coloniales françaises pour procéder à un examen critique de leur politique, politique dont les Anglais avaient définitivement administré la preuve qu'elle était à la fois vaine et inefficace ; ce fut loin d'être le cas ; après 1763, la routine reprit le dessus. Il faudra attendre les toutes dernières années de l'Ancien Régime pour voir apparaître les prémisses d'une nouvelle politique économique coloniale française ; mais dans l'intervalle, le malaise économique était devenu crise politique (168).

CHRISTIAN SCHNAKENBOURG,

Université de Picardie, Amiens.

168. Dans un prochain numéro du *Bulletin*, nous publierons, à titre de pièce justificative, l'important mémoire du gouverneur Dalrymple du 16 février 1762, accompagné de sa traduction.